

## Analyse de la situation

La situation sociale a fortement évolué depuis notre dernière instance des 18 et 19 octobre. Le CDN du SNEP-FSU a donc nécessairement analysé la situation sociale, politique et syndicale française récente afin de mieux orienter notre activité dans ce contexte.

### **Une politique économique qui accentue et exacerbe les inégalités**

Si déjà l'an passé 1 % de la population mondiale détenait autant de richesse que les 99 % autres, la concentration des richesses se poursuit.

Les dividendes versés aux actionnaires par le CAC 40 en 2018 sont maintenant connus. Ils s'élèvent à 57,4 milliards d'euros : c'est un record absolu qui dépasse le budget de l'Education Nationale.

Dans une étude d'OXFAM « CAC 40 : des profits sans partage », l'ONG évalue qu'entre 2009 et 2016, 67 % des bénéfices sont allés aux actionnaires, 5,3 % aux salariés et 27,3 % à l'investissement et conclut « *la tendance n'a pas changé, les salariés et l'investissement sont toujours les grands perdants de ce partage inégal des bénéfices* ». Cette année encore des grands groupes ont versé des dividendes tout en supprimant des emplois.

En parallèle le pouvoir d'achat de millions de salariés et retraités se dégrade. La situation des chômeurs ne s'améliore pas et le gouvernement cherche à leur faire porter la responsabilité de la situation économique en les culpabilisant et en renforçant leur contrôle.

Ces éléments favorisent toujours la montée des idées de l'extrême droite, du racisme et de la xénophobie comme on peut le voir en Europe et dans le Monde.

### **Une volonté politique libérale qui cherche à accélérer la destruction du modèle social français**

La politique mise en place par E. Macron et son gouvernement vise à réformer le pays rapidement, sans concertation. Les ordonnances et lois s'enchaînent à l'Assemblée Nationale et les corps intermédiaires ne sont jamais écoutés, malgré des mobilisations importantes (loi travail, SNCF, étudiants, retraités qui se mobilisent régulièrement depuis Mars 2018 à l'appel de 9 organisations et se retrouveront le 31/1 dans l'action...). Les orientations de CAP 2022 affaibliront fortement la fonction publique, les instances paritaires qui en sont un pilier et développera le contrat contre le statut. Dans ce contexte, le service public du sport est gravement menacé. En accédant à la demande du président du comité olympique (CNOSF), et dans une moindre mesure des représentants des collectivités territoriales, de créer une « agence » du sport, chargée de définir les orientations en matière de sport de haut niveau et de sport pour tous, mais aussi de répartir les crédits d'Etat sur ces 2 thématiques, le gouvernement abandonne le pilotage de toute politique publique nationale du sport et vide le Ministère chargé des Sports de sa substantifique moelle. La mission de formation est aussi mise en cause, au profit des organismes de formation privés (marchands ou associatifs). Simultanément, le gouvernement réfléchit à une nouvelle Organisation Territoriale de l'Etat (annonces prévues le 12/12/18 mais reportées sine die), qui pourrait conduire à l'éclatement des missions Jeunesse et Sports ... Le financement de la Protection Sociale est remis en cause par la réduction du salaire indirect (cotisation), sous couvert de redonner du pouvoir d'achat ; et par les exonérations de cotisations sociales sous couvert de réduction du coût du travail.

Ces choix politiques répondent à l'exigence du patronat de remettre en cause tous les acquis issus du Conseil National de la Résistance.

### **Un budget 2019 pour mettre en musique une politique de reculs sociaux**

En France, le budget 2019 renforce les marges des entreprises et favorise les grandes fortunes : ISF, exit tax, flat tax, mais aussi un CICE qui passe de 20 milliards à 40 milliards. Ces dispositifs mis en œuvre depuis des années n'ont pas montré d'efficacité sur l'emploi.

Dans le même temps, la politique de suppressions de postes est en œuvre pour parvenir aux 0 000 à la FPE. Malgré une inflation de 1,7%, les salaires des fonctionnaires continuent d'être bloqués du fait du gel de la valeur du point d'indice depuis 2 ans, et la revalorisation des pensions n'est que de 0,3%.

### **Dans ce contexte se développent des mobilisations sociales pour la dignité, la justice sociale et la planète.**

La situation est fortement marquée par le mouvement social initié par les Gilets Jaunes qui perdure depuis le 17 novembre 2018. Déclenché initialement par les hausses de la fiscalité sur les carburants, il s'est étendu sur des revendications plus globales posant les questions de pouvoir d'achat, de justice fiscale, de justice sociale et dernièrement sur une revendication portant sur le référendum d'initiative citoyenne visant, dans un contexte d'interrogation forte sur le système représentatif, à redonner une parole et un pouvoir au peuple. Ce mouvement, conséquence des politiques d'austérité libérales, fragilise le gouvernement. Après avoir conspué et mis de côté tous les corps intermédiaires, Macron qui centralise tous les pouvoirs se retrouve isolé, sans possibilité de dialogue, de concertation, de négociation.



Ce mouvement bénéficie d'un fort soutien populaire car il porte des valeurs de justice sociale, fiscale et environnementale. Le gouvernement, pour sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve cherche à casser cette dynamique en organisant une répression sans précédent (violences policières entraînant des mutilations et arrestations arbitraires). Le gouvernement entend aller plus loin encore avec une nouvelle loi dite « anti-casseur » qui traduit sa volonté manifeste d'entrave au droit de manifester. Avec le défenseur des droits, le SNEP-FSU exige l'interdiction des lanceurs de balles de défense et des grenades de désencerclement.

Dans le même temps la mobilisation pour l'urgence climatique est en cours, avec des manifestations d'ampleur le 8 décembre dernier mais aussi une pétition recueillant plus de 2 millions de signataires pour soutenir un procès contre l'État français pour inaction climatique.

Cela montre qu'il n'y aura pas de transition écologique sans justice sociale.

### **Des réponses gouvernementales loin de répondre aux attentes**

Le gouvernement a suspendu la hausse de la taxe des carburants, décidé une hausse de la prime d'activité pour un certain nombre de salariés au SMIC et est revenu sur la hausse de la CSG pour une partie des retraités. Dispositions qui sont financées par le budget de l'Etat mais ne vient pas impacter le rapport capital / travail. Devant la persistance du mouvement, le gouvernement a décidé de l'ouverture d'un grand débat national. La lettre adressée par Macron dans ce cadre est toutefois le révélateur d'une volonté de ne rien changer de sa ligne politique et de son projet global de réformes. Ce grand débat, apparait donc que comme une diversion médiatique qui permettra aux réformes envisagées de continuer leur chemin... réforme des retraites, réforme territoriale, gouvernance du sport, formation des enseignants (FDE), etc...

### **Au niveau de l'école**

Les réformes successives passées (collège), ou en cours (Lycée GT, Lycée professionnel, Parcoursup, supérieur) entraînent une transformation profonde de notre système éducatif vers toujours plus de tri dont on sait qui en sont les « vainqueurs » et les grands « perdants », tout en faisant des économies qui se traduisent par une baisse de l'offre pour la masse des élèves. C'est l'école du tri social qui s'organise. D'ailleurs les lycéens ne s'y sont pas trompés en manifestant ou en occupant les lycées. Mais la réponse du gouvernement ne s'est pas fait attendre en réprimant violemment leurs actions.

Devant la montée démographique dans le système éducatif, des mécanismes de réduction d'allocation des moyens sont mis en place aboutissant à la baisse du taux d'encadrement notamment. Après les 2600 suppressions de postes au concours de 2018, alors que le nombre d'élève augmentait, nous avons pour la rentrée 2019 la suppression de 2650 postes d'enseignants dans le second degré et l'augmentation de près de 40 000 HSA représentant 2085 ETP. A la rentrée 2019, 38 000 élèves supplémentaires sont attendus

La situation sociale (pauvreté qui s'exacerbe) entraîne aussi le développement des difficultés scolaires (Rapport Delahaye)

Sur le secteur de l'école, **le mouvement des Stylos Rouge** (qui réunit à ce jour plus de 60 000 personnes sur les réseaux sociaux) émerge et travaille à des revendications, et à des actions possibles. Beaucoup des revendications portées rejoignent celles de la FSU. Inspiré de la lutte des GJ, la volonté de transformer les modes d'actions habituels entraîne de nombreuses discussions. Cela nous interroge sur nos formes et pratiques syndicales.

### **En EPS**

La situation concernant l'EPS est toujours alarmante : toujours pas d'épreuve EPS au DNB, programmes collèges sans contenu, niveau de recrutement largement en dessous des besoins, disparition de l'enseignement de complément et d'exploration dans la réforme lycée, suppression de l'option ponctuelle facultative, diminution horaire en LP et en lycée agricole. Le SNEP FSU mène une campagne permanente pour mettre sur la place publique les besoins d'EPS, de sport scolaire et de sport dans notre société. Cette campagne, lancée lors de la manifestation du 14/6/2018 au Trocadéro a pris la forme dès la rentrée scolaire :

- d'interpellations des parlementaires par les sections locales du SNEP-FSU
- d'une grève le 12/11 suivi immédiatement de la mise en place d'une adresse par mail aux députés et sénateurs (+ de 1000 mails envoyés)
- d'un envoi de la plaquette « Développer l'EPS, le sport scolaire et le sport en France : une Urgence » aux groupes parlementaires par le secrétariat national.

De nombreuses questions sont posées au gouvernement à l'Assemblée Nationale et au Sénat sur la place de l'EPS dans le système éducatif, les moyens alloués au sport scolaire et au sport où nos arguments sont repris.

Dans un contexte de suppressions massives de postes, l'augmentation, même minime, des postes au CAPEPS 2019 est sans doute un premier résultat de cette activité qu'il nous faut poursuivre et amplifier.

### **Adopté à l'unanimité**